Conservatismes et expansion territoriale : les États-Unis et l'Amérique latine au dix-neuvième siècle

Vagnoux Isabelle

Pour citer cet article
Vagnoux Isabelle, « Conservatismes et expansion territoriale : les États-Unis et l'Amérique latine au dix-neuvième siècle », *Cycnos*, vol. 16.1 (Conservatismes anglo-américains XVIIIe et XIXe siècles), 1999, mis en ligne en juillet 2008.
http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/363

Lien vers la notice http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/363
Lien du document http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/cycnos/363.pdf

Cycnos, études anglophones
revue électronique éditée sur épi-Revel à Nice
ISSN 1765-3118 ISSN papier 0992-1893

AVERTISSEMENT

Les publications déposées sur la plate-forme épi-revel sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle. Conditions d'utilisation : respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle.

L'accès aux références bibliographiques, au texte intégral, aux outils de recherche, au feuilletage de l'ensemble des revues est libre, cependant article, recension et autre contribution sont couvertes par le droit d'auteur et sont la propriété de leurs auteurs. Les utilisateurs doivent toujours associer à toute unité documentaire les éléments bibliographiques permettant de l'identifier correctement, notamment toujours faire mention du nom de l'auteur, du titre de l'article, de la revue et du site épi-revel. Ces mentions apparaissent sur la page de garde des documents sauvegardés ou imprimés par les utilisateurs. L'université Côte d'Azur est l'éditeur du portail épi-revel et à ce titre détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation du site. L'exploitation du site à des fins commerciales ou publicitaires est interdite ainsi que toute diffusion massive du contenu ou modification des données sans l'accord des auteurs et de l'équipe d'épi-revel.

EPI-REVEL
Revues électroniques de l'Université Côte d'Azur

Conservatismes et expansion territoriale : les États-Unis et l'Amérique latine au dix-neuvième siècle

Isabelle Vagnoux

Université de Provence agrégée d'anglais, docteur ès lettres, est maître de conférences à l'université de Provence depuis 1990. Spécialiste de politique étrangère américaine, des minorités hispaniques et de l'immigration latino-américaine aux États-Unis, elle a effectué de nombreux séjours de recherche à Georgetown University (Washington, D.C.), UCLA, et University of California San Diego (Center for U.S.-Mexican Studies).

Nineteenth century American history was dominated by expansionism, and more particularly by territorial expansion, when the young nation was building itself, gained its present boundaries and claimed it was its "manifest destiny" to push its civilization ever forward. However, even though a compelling and forceful movement, territorial expansion at the expense of Spain or Latin America did not go without heated debate among the policy-makers of the time. After attempting to define what 'conservatism' and 'conservatives' meant in nineteenth century America, this paper fathoms the positions of those History has labeled 'Conservatives' in a selection of expansionist episodes.

Au-delà des frontières de l'Union s'étendent, du côté du Mexique, de vastes provinces qui manquent encore d'habitants. Les hommes des États-Unis pénétreront dans ces solitudes avant ceux mêmes qui ont droit à les occuper. Ils s'en approprieront le sol, ils s'y établiront en société, et quand le légitime propriétaire se présentera enfin, il trouvera le désert fertilisé et des étrangers tranquillement assis dans son héritage […]. On ne peut se dissimuler que la race anglaise n'ait acquis une immense prépondérance sur toutes les autres races européennes du nouveau monde. Elle leur est très supérieure en

civilisation, en industrie et en puissance. Tant qu'elle n'aura devant elle que des pays déserts ou peu habités […] on la verra s'étendre sans cesse. Elle ne s'arrêtera pas aux lignes tracées dans les traités, mais elle débordera de toutes parts au-dessus de ces digues imaginaires.

A. de Tocqueville (1835). *De la démocratie en Amérique.*

Le conservatisme a été défini comme "l'état d'esprit de ceux qui sont hostiles à une évolution" (Petit Robert), défendent les institutions existantes, la hiérarchie en place, ou bien encore le *statu quo ante*. Définition bien vague cependant car, comme le souligne J. G. A. Pocock dans son introduction à l'ouvrage de Burke, *Reflections on the Revolution in France* [1], "too many minds have been trying to 'conserve' too many things for too many reasons". En effet, il n'existe pas de théorie, de forme universelle du conservatisme ; celui-ci, contrairement au libéralisme ou au socialisme, revêt davantage des formes nationales, évoluant — ce qui est une contradiction en soi — selon les périodes et les circonstances. Selon Jerry Z. Muller, dans son *Anthology of Conservatism*, "to the extent that human groups differ, […] the institutions which they develop will differ as well. Hence the institutions which conservatives seek to conserve vary over time, and from group to group"[2]. D'ailleurs, le conservateur, à l'inverse du réactionnaire, est parfois amené à accepter certaines réformes, certaines évolutions, afin, précisément, de protéger les principes, valeurs ou institutions qu'il juge essentiels.

Toute définition semble encore plus aléatoire pour les États-Unis, pays qui ne possède pas de tradition féodale ou aristocratique, pays né d'une "révolution" qui, il est vrai, n'a guère bouleversé la structure sociale. Là aussi, il semble qu'il y ait contradiction dans les termes. Dans quelle mesure peut-on donc parler de conservatisme dans une Amérique en pleine progression et aux partis politiques en perpétuelle mouvance [3], au moins jusqu'à la guerre de Sécession ?

---

[1] J. G. A. Pocok cité dans Jerry Muller (ed.), *Conservatism. An Anthology of Social and Political Thought from David Hume to the Present.* Princeton : Princeton University Press, 1997, pp. 22–23.

[2] Muller, *Conservatism, An Anthology*, p. 12.

[3] On en veut pour preuve le changement de nom des divers courants politiques, par exemple, les Fédéralistes qui devinrent les National Republicans, puis les Whigs, puis les Républicains.

La notion d'expansionnisme ajoute à l'ambiguïté du concept car elle implique inéluctablement une évolution territoriale, économique, sociétale ou raciale du pays. En ce sens, l'expansionnisme serait donc l'antithèse du conservatisme. Or, la "frontière", l'expansion territoriale et économique font partie intégrante de l'histoire américaine. Depuis la création de la colonie anglaise de Jamestown, en 1607, les Américains n'ont cessé de repousser leurs frontières et d'absorber des territoires appartenant à d'autres peuples, Hollandais, Suédois, Indiens, Français ou Espagnols. Les colonies américaines elles-mêmes sont nées de l'expansionnisme britannique sans lequel les États-Unis n'existeraient point. En ce sens, on peut considérer que l'expansionnisme en général, et l'expansion territoriale en particulier, sont partie viscérale d'une tradition américaine. Si l'on postule que tout conservatisme est fidèle à une tradition, on peut donc conclure que l'expansionnisme est une des expressions *du,* ou plutôt, *des* conservatismes américains, pluriel moins dogmatique et traduisant mieux la diversité et l'éparpillement idéologiques.

Cette ambiguïté se retrouve dans les prises de position des "conservateurs" influents du siècle, pour qui l'expansionnisme fut une constante pomme de discorde. La variété des manifestations expansionnistes et des événements est telle que nous procèderons sur échantillonnage et limiterons notre étude à l'expansion territoriale aux dépens des voisins hispaniques des États-Unis.

Quel(s) conservatisme(s) ?

En l'absence d'influence intellectuelle précise, il apparaît très difficile de dégager clairement un mouvement conservateur homogène dans l'Amérique du dix-neuvième siècle. Au début du siècle, les fédéralistes de Nouvelle-Angleterre, pourtant "révolutionnaires" un quart de siècle auparavant, puis leurs successeurs, les whigs, dans leur réticence à élargir la démocratie et leur crainte de perdre leur puissance régionale au profit de l'Ouest, ont souvent été considérés comme les figures de proue du conservatisme. Mais il en est de même de leurs pires ennemis, les grands esclavagistes du Sud, qui, eux aussi, refusaient toute évolution de l'économie ou de la société pouvant mettre en danger leur structure sociale et "l'institution particulière".

Au fil des décennies, le débat se sectionnalise et se cristallise sur la question de l'esclavage, conflit idéologique qu'aggrave l'expansion

territoriale perçue par la plupart des Sudistes — mais pas tous… — comme la meilleure défense de leur système[4]. Élargi aux États de l'Ouest, renforcé par une économie florissante, le pouvoir du Sud deviendrait invincible et l'esclavage inattaquable. Expansionnisme rime d'ailleurs le plus souvent avec sectionnalisme. Pour ces mêmes raisons, les conservateurs du Nord ont souvent tenté de freiner l'annexion des territoires de l'Ouest, alors qu'une partie d'entre eux y voyaient le moyen de contrer les Sudistes, d'imposer les valeurs politiques du Nord et d'accroître leur puissance économique.

Si, jusqu'en 1860, la plupart des expansionnistes se trouvent dans les rangs démocrates, alors qu'on note une forte proportion d'anti-expansionnistes parmi les whigs puis les républicains, il serait pour autant dangereusement réducteur de figer les positions en fonction d'une simple appartenance politique. La division, au sein même des rangs "conservateurs", ne se fait cependant pas selon une ligne Nord / Sud, mais bien plutôt en fonction des intérêts des uns et des autres. Qu'ils soient du Nord ou du Sud, "conservateurs" ou pas, les intérêts économiques ont clairement poussé, dès le début du siècle, à l'annexion de Cuba et des territoires à l'ouest de la Louisiane.

Après la guerre de Sécession, l'idéologie conservatrice se désintègre davantage encore et devient l'apanage de tous les groupes refusant une forme ou une autre de changement au nom de la protection de leurs intérêts. On y trouve, pêle-mêle, et de manière contradictoire, l'élite économique, porte-parole du laissez-faire et du Darwinisme social, refusant toute ingérence gouvernementale et toute amélioration, par l'État, de la condition des plus pauvres, mais également, tout aussi conservateurs par certains côtés, les *Grangers* (associations de fermiers du Sud et de l'Ouest), les Populistes, hostiles à l'immigration, qui souhaitent revenir à l'idéal agraire de Jefferson et stopper la plongée des États-Unis dans le capitalisme sauvage et triomphant. Forçant un peu le trait, certains auteurs tels que Clinton Rossiter[5] englobent même les *Knights of Labor*, socialistes, *Greenbackers* et Progressistes dans le conservatisme. En d'autres

---

[4] Plus il y aurait d'États esclavagistes, plus l'influence politique du Sud au Congrès fédéral se renforcerait, aux dépens des anti-esclavagistes du Nord. Expansion territoriale signifiait donc davantage de pouvoir à Washington et, partant, protection de "l'institution particulière".

[5] Clinton Rossiter, *Conservatism in America*, New York : Knopf, 1968, p. 129.

termes, il apparaît que dans l'Amérique du dix-neuvième siècle, le courant conservateur transcende la classification traditionnelle par groupes sociaux et intérêts sectionnalistes[6]. Jerry Muller note à ce propos que "many of the economic institutions and policies once associated with European liberalism now became that which conservatives sought to conserve"[7]. Chacun à sa manière, et rarement de façon intégrale et cohérente, tous étaient peu ou prou conservateurs dès lors qu'ils en appelaient à ce qu'ils jugeaient être les valeurs traditionnelles américaines.

Quant aux expansionnistes, on les retrouve désormais surtout parmi les républicains, c'est à dire les héritiers des whigs et fédéralistes qui, pour certains, s'étaient farouchement opposés à l'expansion du pays avant la Guerre de Sécession. On ne peut donc parler de lien constant et cohérent entre conservateurs et expansionnisme, mais plutôt d'un lien mouvant et opportuniste, dans un pays où la définition même de conservatisme pose problème.

Les fondements de la politique étrangère américaine

Deux textes majeurs ont influencé jusqu'à nos jours le cours des relations extérieures des États-Unis, dont l'expansionnisme n'est qu'une expression. Dans son "Discours d'Adieu", en 1796, George Washington, l'un des pères fondateurs les plus conservateurs, du moins sur le plan social, avait dressé le schéma ambigu de la politique étrangère américaine. Les États-Unis se devaient de rester à l'écart des affaires européennes, ne pas conclure d'alliances permanentes, sans pour autant se fermer au reste du monde ni sacrifier leur expansion, commerciale dans un premier temps, à l'instar du traité de 1795, conclu par Pinckney avec l'Espagne, qui octroyait aux Américains le

---

[6] Sur le conservatisme américain, on lira également Louis Filler, *Dictionary of American Conservatism*, New York : Philosophical Library, 1986 ; Samuel Huntington, "Conservatism as an ideology", *American Political Science Review*, vol. 51, 1957, pp. 454–473 ; Pieter Viereck, *Conservatism from John Adams to Churchill*, Princeton : Van Nostrand Company, 1956 ; Robert McCloskey, *American Conservatism in the Age of Enterprise*, New York : Harper and Row, 1951 ; M. Morton Auerbach, *The Conservative Illusion*, New York : Columbia University Press, 1959.

[7] Muller, *Conservatism, An Anthology*, p. 26.

droit de naviguer sur le Mississippi jusqu'à la Nouvelle-Orléans et fixait la frontière nord de la Floride. Opportunisme, sécurité nationale, protection des intérêts américains, devaient devenir les impératifs de la politique extérieure du pays. L'expansionnisme n'était donc nullement exclu — comment d'ailleurs aurait-il pu l'être puisque déjà, lors de la guerre d'Indépendance, les Américains avaient espéré annexer le Canada et les Florides ? — mais Washington mettait en garde contre les dangers du sectionnalisme pour la survie de l'Union et, protégeant la jeune et balbutiante nation des ogres européens, il conseillait une forme d'isolationnisme qui, depuis, refait périodiquement surface, souvent, d'ailleurs, en concomitance avec les élans expansionnistes.

Ce texte de Washington fut complété par les principes édictés par John Quincy Adams, Secrétaire d'État, et officialisés par le Président Monroe lors d'un discours au Congrès en décembre 1823. La "Doctrine de Monroe", tout en confirmant la neutralité des États-Unis dans les affaires européennes, interdisait unilatéralement toute ingérence du Vieux Continent dans les Amériques, que ce fût sous forme de colonisation ou d'intervention militaire ou politique. En d'autres termes, les États-Unis, à une époque où ils n'en avaient encore ni la puissance militaire ni la puissance économique, s'érigeaient en gardiens de "l'ordre américain". Rien n'était dit sur l'expansion territoriale du pays, mais en menaçant de leurs foudres les Européens, les États-Unis faisaient implicitement du continent américain leur chasse-gardée. Lorsque la jeune nation se sentit assez solide sur ses bases pour étendre son influence à d'autres pays, c'est-à-dire après la guerre de Sécession, elle n'hésita pas à brandir la Doctrine de Monroe chaque fois qu'un État européen contrariait ses plans dans les Amériques, doctrine qui devint la caution *quasi* constitutionnelle de l'impérialisme de la fin du siècle.

On doit donc considérer qu'expansionnistes, impérialistes de tout poil, mais aussi, *a contrario*, isolationnistes — et toutes formes intermédiaires — sont fondés à se réclamer des traditions américaines en politique étrangère, en ce qu'ils évoquent les principes fondateurs, et que, partant, ils font preuve d'une certaine forme de conservatisme.

Le cadeau napoléonien : la Louisiane et “l’expansion irréversible”

Au début du dix-neuvième siècle, les provinces septentrionales de la Nouvelle Espagne s’étendaient du Río Grande et de la Gila au sud à l’Oregon au nord et, pendant la cession de la Louisiane par la France (1763–1802), jusqu’au Mississippi et au Canada. La Louisiane, redevenue brièvement française de 1802 à 1803 fut alors cédée aux États-Unis, doublant ainsi le territoire américain et marquant une inévitable avancée vers l’Ouest. Ce cadeau napoléonien, inespéré, surprit même les négociateurs Livingston et Monroe, dépêchés à Paris, dont la mission se bornait à obtenir, pour des raisons commerciales, le port de la Nouvelle Orléans et les terres situées à l’est de celui-ci, en bordure du Golfe du Mexique. Le Président Jefferson, théoriquement hostile à toute extension des pouvoirs fédéraux (et l’annexion en exigeait une), dut faire taire ses principes au nom de la puissance que les États-Unis gagneraient ainsi. Dans un bel enthousiasme, le Congrès ratifia à la hâte le traité. Seuls grincheux, quelques Fédéralistes du Nord-Est qui comprirent qu’après la domination du Sud, incarnée par Thomas Jefferson, l’incorporation de cet immense territoire signifierait à terme un déplacement vers l’ouest des pouvoirs politiques et économiques et qu’ils perdraient petit à petit l’ascendant qu’ils avaient exercé sur le pays depuis sa naissance. John Quincy Adams s’inquiétait de la légalité constitutionnelle de l’absorption par l’Union de 50 000 créoles, sans leur consentement. D’autres trouvaient la facture de 15 millions de dollars trop élevée… Mais au premier rang de leurs réticences se trouvait surtout la question de l’esclavage qui allait régulièrement opposer les différents courants conservateurs du pays dans les débats sur l’expansion. Le traité prévoyait en effet que la Louisiane, dans les limites actuelles de l’État, serait intégrée en tant qu’État esclavagiste. Cela signifiait donc l’absorption d’une population d’esclaves et de colons d’origine latine qui suscitaient peu de sympathie parmi les patriciens de Nouvelle Angleterre. Cela signifiait également le renforcement du système esclavagiste et donc du pouvoir du Sud. On ne peut guère parler, à propos de la Louisiane, d’une opposition entre conservateurs, hostiles, et “Modernistes”, plus ouverts à l’expansion, car d’éminents Fédéralistes comme Alexander Hamilton, Rufus King

et John Adams soutinrent le traité. On y verra plutôt l'attitude réactionnaire et frileuse d'un groupe en perte de vitesse dans l'évolution rapide de la jeune nation.

Seule la Floride, à l'Est du Mississippi, demeurait une enclave espagnole dans la déferlante américaine. Revendiquée par Washington au titre des limites assez vagues de la Louisiane, la partie occidentale fut rapidement intégrée à l'État de Louisiane *de facto*. La partie orientale s'avéra plus difficile à obtenir, mais les circonstances étaient manifestement favorables aux États-Unis : une Espagne considérablement affaiblie par les guerres d'indépendance de l'Amérique latine, à partir de 1810 ; les attaques des Indiens Seminoles de Floride contre les habitants de Georgie, en violation du traité de 1795 qui engageait les deux pays à "contrôler" "leurs" Indiens ; les vagues menaces d'intervention américaine aux côtés des rebelles du Sud du continent, conduisirent l'Espagne à céder ce territoire, devenu difficilement défendable, par le traité Adams-Onis de 1819, ainsi que les droits à l'occupation de l'Oregon. Faiblement peuplée, la Floride ne provoqua pas, chez certains conservateurs du Nord, les réticences qu'ils avaient exprimées à propos de la Louisiane. Il s'agissait là bien davantage d'intégrité territoriale, de sécurité nationale, si chère à leur cœur, puisque désormais, des confins du territoire de Louisiane à l'Atlantique, plus aucune présence étrangère ne venait menacer la jeune nation. Et puis les réfractaires à l'expansionnisme ont souvent trouvé, tôt ou tard, un arrangement avec leurs propres principes… Quant aux planteurs du Sud, ils y voyaient l'occasion d'étendre leur système à une région qui, de par sa situation géographique, deviendrait sans nul doute esclavagiste. L'annexion leur permettait également de mettre un terme à la fuite d'esclaves vers cet oasis de liberté.

En échange, cependant, John Quincy Adams, éminent conservateur du Massachusetts, mais aussi Secrétaire d'État d'un gouvernement démocrate-républicain, dut abandonner le Texas, pour un temps du moins, et fixer la frontière sud-ouest à la Red River, au grand dam des conservateurs du Sud tels que Thomas Jefferson ou le sénateur Thomas Hart Benton (Missouri) qui voyaient dans l'annexion du Texas l'occasion d'accéder à une frontière naturelle au sud, le Río

Grande, et à un approvisionnement en sucre qui aurait satisfait les besoins du pays [8].

Les positions parfois contradictoires de John Quincy Adams, s'inquiétant de l'annexion de la Louisiane, mais s'assurant le gain de la Floride et renonçant à grand regret au Texas, illustrent parfaitement l'ambiguïté du rapport conservateurs / expansionnisme et la domination d'un système de factions, plutôt que de partis ou de lignes idéologiques strictes. En outre, l'annexion de la Floride, comme celle de la Louisiane ou plus tard de l'Orégon ou du Texas, contrées vides d'Européens, s'inscrivait parfaitement dans la conception traditionnelle de l'expansion aux dépens de terres contigües peu peuplées, donc facilement absorbables, critère auquel le Mexique, comme nous le verrons, ne répondait pas. Il n'est donc pas étonnant que la majorité des conservateurs, du Nord comme du Sud, se soient laissé tenter par une aventure qui ne les obligeait pas à côtoyer des "races inférieures", dédaignées par les Américains depuis les Puritains.

La "Perle des Antilles", objet de toutes les convoitises

La menace d'un éventuel contrôle de Cuba par la France, la Grande Bretagne, voire le Mexique, profitant de l'effondrement de l'empire espagnol, la protection du territoire national, caractéristique du conservatisme, et le sentiment messianique de la supériorité des institutions américaines, amenèrent les États-Unis à s'intéresser de près à l'île désormais si proche de leurs côtes, depuis l'annexion de la Floride en 1819. En vertu des lois de gravitation et des théories de Newton, Cuba tomberait forcément dans la sphère d'influence américaine, selon la célèbre métaphore de John Quincy Adams en 1819

> [… if] an apple severed by the tempest from its native tree cannot choose but fall to the ground, Cuba, forcibly disjoined from its own unnatural connection with Spain,

---

[8] Lettre du 5 juillet 1819. *The Writings of Thomas Jefferson*, Washington : The Thomas Jefferson Memorial Association, 1903, vol 19, p. 272. Paradoxalement, bien qu'ennemi des conservateurs fédéralistes, Thomas Jefferson est généralement considéré par les historiens comme l'une des figures de proue d'une certaine forme de conservatisme américain.

> and incapable of self-support, can gravitate only towards the North American Union, which by the same law of nature cannot cast her off from its bosom [9].

Et de confirmer, en 1823, à l'ambassadeur américain en Espagne, que l'annexion semblait "indispensable to the continuance and integrity of the Union itself"[10]. Menés par Adams qui voyait dans la lutte des États-Unis contre les empires européens un magnifique exemple de liberté pour les voisins du continent, et qui, jusqu'au milieu des années 1830, se fit le chantre de l'expansion américaine, nombre de conservateurs du Nord plaidèrent, sinon pour l'annexion totale, du moins pour l'établissement d'une sorte de protectorat naturel sur l'île, plus conforme aux idéaux anti-colonialistes de la Révolution américaine, en bref, pour reprendre l'heureuse expression de Serge Ricard, une "doctrine expansionniste anti-colonialiste"[11]. Les arguments économiques, notamment l'attrait des plantations de sucre qui pourraient alimenter les besoins des États-Unis, trouvaient également un écho favorable auprès des élites financières et commerçantes du Nord. Au nom de ce que Albert K. Weinberg appelle la "prédestination géographique",

> These islands from their local position are natural appendages to the North American continent ; and one of them, Cuba, almost in sight of our shores, from a multitude of considerations has become an object of transcendent importance to the political and commercial interests of our Union [12].

Et Alexander Everett, Ministre des États-Unis en Espagne, d'ajouter : "It has always appeared to me, and such I believe is the general opinion in the United States, that this island forms properly an appendage of the Floridas"[13].

Moins enthousiastes, d'autres whigs, tels que Henry Clay, considéraient l'annexion de Cuba comme un mal nécessaire, pour éviter qu'elle ne tombe entre des mains ennemies :

---

[9] John Quincy Adams à Hugh Nelson, dans Worthington C. Ford (ed.), *The Writings of John Quincy Adams*, vol. VII, New York : MacMillan, 1913–1917, p. 373.

[10] Cité dans Albert K. Weinberg, *Manifest Destiny : A Study of Nationalist Expansionism in American History*, Baltimore : Johns Hopkins, 1935, p. 228.

[11] Serge Ricard, *Theodore Roosevelt : principes et pratique d'une politique étrangère*, Aix-en-Provence : Publications de l'Université de Provence, 1991, p. 53.

[12] Ford, *The Writings of John Quincy Adams*, p. 372.

[13] Cité dans Weinberg, *Manifest Destiny*, p. 65.

> The United States have no desire to aggrandize themselves by the acquisition of Cuba. And yet if that Island is to be made a dependence of any one of the American states, it is impossible not to allow that the law of its position proclaims that it should be attached to the United States [14].

C'est d'ailleurs pour éviter une telle issue et, pour la première fois, la prise en charge d'une île, c'est-à-dire d'un territoire non-contigu, premier pas vers un colonialisme embarrassant, que Clay se montrait favorable au *statu quo* : ni rattachement aux États-Unis, ni indépendance car, trop faible, Cuba ne pourrait la défendre et passerait alors sous contrôle français, britannique, mexicain ou colombien, et Washington perdrait alors tout espoir d'influence. Mieux valait attendre une période plus propice pour les États-Unis et maintenir Cuba au sein de la couronne espagnole… dût-ce être en contradiction avec l'idéologie américaine de libération des colonies et avec les attentes suscitées par la doctrine de Monroe. On retrouve cette ambiguïté en 1852, lorsque le Secrétaire d'État whig, Edward Everett, fut sommé par la France et la Grande Bretagne d'adhérer à une convention engageant les trois pays à ne jamais acquérir Cuba. Convaincu que l'annexion entraînerait de sérieux problèmes, mais favorable à une "expansion naturelle", il refusa de signer la convention et se contenta d'une vague déclaration rassurante.

Mais c'est dans le Sud que l'intérêt pour Cuba était le plus fort. Les grands planteurs, autre branche du courant conservateur, cherchant à tout prix à étendre l'esclavage, donc leur puissance économique, et leur culture, virent très vite les atouts que l'île pouvait leur offrir. Déjà esclavagiste, aux portes de la Floride et de la Louisiane, elle leur permettrait, si elle devenait propriété américaine, de créer deux ou trois États esclavagistes supplémentaires et d'obtenir ainsi un avantage politique incontestable. L'Espagne à genoux, Calhoun craignait, comme certains Nordistes, de voir Cuba tomber aux mains des Anglais, ce qui bloquerait tout le trafic commercial — y compris la traite des esclaves, désormais illégale — le long de la côte

---

[14] Henry Clay à Joel Poinsett, 26 mars 1825 dans William R. Manning (ed.), *Diplomatic Correspondence of the United States Concerning Independence of the Latin American Nations*, New York: Oxford University Press, 1925, p. 231.

atlantique et du golfe du Mexique[15]. En 1819, Thomas Jefferson se ralliait aux propos économiques du Nord, convaincu que Cuba, d'une manière ou d'une autre, leur fournirait bientôt le sucre que le pays devait importer : "On the general separation of the Spanish colonies which is to take place, Cuba will join us and give us sugar"[16].

Allant plus loin que les vœux pieux et les considérations géo-scientifiques des Nordistes, certains planteurs sudistes (John A. Quitman, John Henderson) n'hésitèrent pas à soutenir, en 1849, 1850 et 1851 les tentatives du général cubain Narciso Lopez pour attaquer l'île depuis les États-Unis, au mépris de la Loi sur la Neutralité de 1818, la libérer du joug espagnol et l'annexer au territoire américain. Rêve utopique d'un individu un peu fou, mais qui servait à merveille les intérêts de toute une caste. Lopez échoua à chaque fois et fut finalement exécuté par les Espagnols. À un niveau plus officiel — et plus respectable — les présidents Polk et Pierce[17] eux aussi tentèrent d'acquérir l'île. En vain…

La soif d'expansion des Sudistes ne s'arrêta pas là. Dans les années 1850, William Walker, après plusieurs expéditions, soutenu par l'ambassadeur américain John Hill Wheeler, planteur de Caroline du Nord, parvint à imposer sa loi au Nicaragua, rêvant d'une vaste fédération centraméricaine d'où il pourrait attaquer Cuba. Brièvement reconnu par le gouvernement Pierce, en 1856, Walker, au terme d'une tyrannie courte mais sanglante, dut s'enfuir dans sa patrie d'origine, en 1857, puis, après une ultime expédition, fut exécuté en 1860. Si l'ambition personnelle, davantage que l'idéalisme, semble avoir été le moteur de Walker, il ne fait aucun doute que les Sudistes l'utilisèrent dans leur croisade expansionniste, tout comme ils avaient utilisé Narciso Lopez.

Esclavagisme, fidélité à une structure sociale et économique bien établie, expansionnisme semblaient donc aller de pair. Pourtant quelques voix dissidentes s'élevèrent, ici et là, brandissant des

---

[15] Edwin Hemphill (ed.), *The Papers of J. C. Calhoun*, vol. 7, Columbia : University of South Carolina Press, 1973, p. 507.

[16] Thomas Jefferson à Henry Dearborn, 5 juillet 1819, *The Writings of Thomas Jefferson*, vol. 19, p. 272.

[17] Le discours inaugural du Démocrate Franklin Pierce (1853) fut le premier de l'histoire américaine à faire de l'agrandissement du territoire national un des objectifs officiels du nouveau gouvernement.

arguments raciaux. Il s'agit là d'une autre facette du conservatisme, à savoir l'attachement à la race blanche d'origine anglo-saxonne et la peur d'une contamination par des races jugées inférieures. Comme l'exprimait avec virulence le *New York Daily Tribune*, en janvier 1853, "Populous territory filled with black, mixed, degraded and ignorant, or inferior races, we do not want"[18]. Expansionnisme, oui, mais à condition de ne pas avoir à prendre en charge les populations locales, comme l'exprime la *De Bow's Review,* fondée en 1846, célèbre pour sa défense de l'esclavage :

> Cuba is now, and will perhaps always be, in the hands of the Spanish race, which can never be assimilated to our own. In our acquisitions of territory, our object should be to acquire unsettled territory, where our population can expand. We want land without people on it, and not land and people together. It is true, we acquired Louisiana, Florida, Texas, California, and New Mexico, but all of these were in a great degree uninhabited, and many reasons existed in favor of their annexation that do not apply to Cuba [19].

Logique douteuse, mais qui rejoint la réticence alléguée des Américains à se mêler à d'autres races, et il est vrai que les territoires à l'ouest du Mississippi comptaient moins de Noirs que Cuba… En outre, la *De Bow's Review* démontait les arguments économiques des annexionnistes en mettant l'accent sur la dangereuse concurrence que Cuba représenterait pour les planteurs du Sud. Craignant que l'île ne fût qu'un premier pas vers l'annexion de toutes les Antilles, elle prônait son indépendance :

> The most desirable position which, we think, Cuba could occupy, would be that of an independent republic. […] In this way she would be as beneficial to the United States as if she were annexed, without any of the evils resulting from annexation [20].

L'on voit donc qu'un même argument, à savoir la présence de vastes plantations et d'un système esclavagiste, pouvait être utilisé par certains Sudistes en faveur de l'annexion de Cuba et par d'autres, pourtant tout aussi fidèles à leur modèle de société, pour faire échec

---

[18] Philip Foner, Richard C. Winchester (eds), *The Anti-Imperialist Reader*. *From the Mexican War to the Election of 1900*, vol. 1, New York : Holmes and Meier, 1984, p. 51.
[19] *Ibid.*, p. 54.
[20] *Ibid.*, p. 53.

au projet. On retrouve la même opposition chez les Nordistes : faisant fi des arguments commerciaux et stratégiques, Joshua Giddings et Hiram Bell, tous deux représentants whigs de l'Ohio, exprimèrent leur hostilité à l'annexion d'une île esclavagiste qui marquerait inévitablement l'expansion d'un système qu'il voulaient abolir. Ces whigs anti-esclavagistes et anti-expansionnistes, fidèles à l'image d'une Amérique libre et blanche qui prévalait dans le Nord, représentent une autre facette du courant conservateur.

Enfin, la *De Bow's Review* n'hésitait pas à brandir la menace de l'annexion du Canada pour contrebalancer celle de Cuba[21], comme une sorte de répétition inévitable du Compromis du Missouri qui avait admis dans l'Union le Missouri esclavagiste et le Maine, libre. Au moment de l'entrée du Texas dans l'Union, en 1845, certains Nordistes avaient d'ailleurs demandé, en guise de compensation, l'annexion du Canada. Toutefois, en 1853, l'argument paraît bien fallacieux. Si les États-Unis avaient effectivement tenté à plusieurs reprises d'inclure le Canada dans leur territoire (Traité de Paris de 1783, guerre de 1812–1814), le règlement, en 1846, du conflit à propos de l'Oregon semblait avoir mis un terme à la faisabilité de l'opération. L'imagination de certains whigs, toutefois, allait bon train, à l'instar de Charles Sumner pour qui, en 1849, selon la théorie de gravitation en vogue à l'époque et mentionnée précédemment : "There are natural laws at work which no individual and no parliament can control, and it seems to me that by these Canada is destined to be swept into the wide orbit of her neighbor"[22]. Mais l'Angleterre du dix-neuvième siècle ne pouvait être comparée à une Espagne agonisante, et le "transfert" n'aurait certainement pas été aussi facile. Enfin, ni les commerçants du Nord, ni les planteurs du Sud, économiquement si dépendants des Britanniques, n'avaient intérêt à se lancer dans une guerre contre l'Empire.

Le sort de Cuba divisait les différents groupes à tendance conservatrice ; des débats similaires devaient les opposer à propos du Texas et du Mexique.

---

[21] *The Anti-Imperialist Reader*, p. 54.

[22] Cité dans Weinberg, *Manifest Destiny*, p. 230.

Au-delà de la Louisiane, le Texas

Depuis l'intégration du territoire de Louisiane dans l'Union, les expansionnistes voyaient dans le Texas qui le jouxtait à l'ouest une prochaine étape inévitable dans le développement économique du pays et dans sa recherche de frontières naturelles qui lui assureraient, pensait-on, une meilleure sécurité. Le traité Adams-Onís fut en cela une déception, mais cela n'empêcha point, en 1820, l'installation, sous la houlette de Moses Austin, colon venu du Missouri, de quelques milliers d'Américains sur ces vastes terres *quasi* désertes et appartenant encore à la Vice-Royauté d'Espagne. L'indépendance acquise, le jeune gouvernement mexicain prorogea l'autorisation et laissa Stephen Austin, fils de Moses, organiser librement cette communauté grandissante. Pour Mexico, il ne s'agissait là nullement d'altruisme, mais plutôt de développer une région boudée par les créoles mexicains, car fort distante de la capitale, où tout était à faire, et qui abritait des tribus indiennes réputées dangereuses (Apaches et Comanches). Lorsque les colons américains auraient "civilisé" la région, il serait alors plus facile de s'y installer. Mais c'était bien mal connaître leurs aspirations. De plus en plus nombreux, les Texans aspirèrent bientôt à l'autonomie, établissant un État dans l'État jusqu'à ce que Mexico, par la voix du dictateur Santa Anna, impose des lois plus contraignantes et interdise l'immigration de nouveaux colons. Menés par Sam Houston, grand ami du président Jackson, ils s'opposèrent donc aux forces mexicaines et déclarèrent leur indépendance en 1836, sûrs de rejoindre bientôt l'Union qui, pourtant, ne les avait que modérément aidés dans leur lutte. Certes, ils obtinrent armes et aide financière ; certes, quelques milliers de volontaires s'engagèrent dans leurs troupes ; mais à part une très vague offre du gouvernement Jackson pour acquérir le Texas en échange de cinq millions de dollars, les autorités fédérales restèrent prudemment en dehors du conflit. La victoire sur les troupes de Santa Anna fut donc acquise sans soutien officiel de Washington.

Craignant de voir dégénérer le débat sur le rattachement du Texas en conflit opposant Nord et Sud, le gouvernement tergiversait. Dans l'ensemble, le parti whig s'opposa à l'annexion, à l'exception de quelques whigs du Sud qui, à l'instar d'Alexander Stephens,

donnèrent un vote favorable pour éviter de s'aliéner des électeurs enthousiastes.

Certains conservateurs, expansionnistes de la première heure, changèrent radicalement de point de vue. John Quincy Adams offre probablement le meilleur exemple de volte-face, lui qui, en 1819, avait été si désappointé de devoir, suivant les ordres du président Monroe, abandonner le Texas et qui, en 1825, avait tenté de négocier son achat auprès du Mexique. Les arguments alors avancés étaient sécurité des frontières, promotion de la civilisation anglo-saxonne et expansion économique. Mais après la révolution de 1836, il sembla ignorer la menace étrangère (britannique, en l'occurrence), réelle ou supposée, qui aurait pu le pousser, au nom de la sécurité nationale, à accepter le Texas dans l'Union. Obnubilé par l'esclavagisme, il se disait déçu par les Texans qui, au lieu de civiliser la région, avaient en fait trahi les idéaux américains en y introduisant l'esclavage[23], en violation de la loi mexicaine. Pour lui, le Texas ne ferait que renforcer le poids et le pouvoir du Sud esclavagiste, d'où son hostilité au rattachement de la *Lone Star* à l'Union.

Pour les whigs, en effet, l'expansion effrénée et hâtive n'était nullement garante d'un développement réussi — "The mighty agents which are working out our greatness are time, industry, and the arts. Our augmentation is by growth, not by acquisition ; by internal development, not by external accession"[24] — et répondait davantage à ce que W. G. Sumner, l'un des champions du conservatisme, devait, plus tard, qualifier de "earth hunger". Même au Sud, les whigs, effrayés par l'éventuelle concurrence des propriétaires de ces vastes plantations texanes, montraient davantage de réticence que le reste de la population.

En revanche, le parti démocrate se faisait le champion de l'annexion, entraînant dans son enthousiasme débordant d'influents planteurs, tel J. C. Calhoun, qui voyaient dans l'expansion le moyen d'étendre et donc de préserver à tout jamais l'esclavage et leur structure sociale. Ils jugeaient donc "indispensable" le rattachement du Texas à l'Union, n'hésitant pas, au besoin, à brandir la menace d'un Texas qui, sous l'influence britannique, abolirait l'esclavage et / ou

---

[23] Daniel Walker Howe, *The Political Culture of the American Whigs*, Chicago : University of Chicago Press, 1979, pp. 46 et 66–67.

[24] Daniel Webster dans Howe, *The Political Culture*, p. 143.

produirait suffisamment de coton pour concurrencer dangereusement le Sud-Est des États-Unis [25].
Le Texas entra finalement dans l'Union en 1845, après un vote fort serré du Congrès (120–98 à la Chambre, et 27–25 au Sénat). À nouveau, ces débats divisèrent les "conservateurs", opposant défenseurs de la civilisation et des valeurs républicaines, au Nord surtout mais pas exclusivement, aux champions d'un autre type de tradition, l'esclavagisme.

"Une guerre de conquête" (Abraham Lincoln)

Le Mexique s'était toujours juré d'empêcher l'annexion du Texas par les États-Unis, mais les moyens manquaient singulièrement… Parallèlement, la Californie, autre province septentrionale du Mexique, négligée par la capitale, attirait de plus en plus d'Américains en quête de terres fertiles et d'échanges commerciaux. Sa situation au bord du Pacifique en faisait un extraordinaire tremplin vers l'Asie et ses richesses. En février 1847, Lewis Cass avait mis en garde contre tout "mélange déplorable" avec le peuple mexicain, mais s'était curieusement empressé de faire une exception pour la Californie : "All we want is a portion of territory, which they nominally hold, generally uninhabited, or, where inhabited at all, sparsely so, and with a population which would soon recede, or identify itself with ours"[26].
Dès 1835, le ministre en poste au Mexique, Anthony Butler, proposait d'acheter la Californie en même temps que le Texas. Dès lors, naquit un intérêt grandissant du gouvernement américain, toutes tendances confondues, pour cette contrée qui donnerait — enfin ! — aux États-Unis des frontières naturelles. Avant même la découverte du filon aurifère, la Californie faisait rêver, sans présenter de menace esclavagiste. Nordistes et Sudistes, chacun avec leurs espérances propres, voyaient d'un œil favorable une acquisition prochaine. Les offres de Washington se firent plus pressantes à partir des années 1840. L'annexion du Texas mit le feu aux poudres. Mexico rompit les relations diplomatiques. Sous la pression de la presse et de

---

[25] Clyde N. Wilson (ed.), *The Papers of J. C. Calhoun*, vol. 13, pp. 247–48 (lettre à Samuel D. Ingham, 21 juin 1836).
[26] Cité dans Weinberg, *Manifest Destiny*, p. 168.

l'opposition, les gouvernements Paredes, puis Herrera, adoptèrent une position jusqu'au-boutiste. Dès 1846, les deux pays envoyèrent des troupes dans la zone qu'ils se disputaient, entre le Río Grande et la Nueces. Polk était en effet convaincu que la simple menace de la puissance militaire américaine suffirait à faire reculer les Mexicains. Parallèlement, tenant par dessus-tout à la Californie, il chargea son émissaire, John Slidell, de proposer vingt-cinq millions de dollars au moins en échange du Nouveau Mexique, de la Californie et de l'établissement de la frontière au Río Grande.

De négociation il n'y eut point. Choqués par l'annexion du Texas en violation du traité de 1819, les Mexicains refusèrent de recevoir Slidell. Dès janvier 1846, Polk ordonnait au général Taylor, un whig, de descendre vers le Río Grande et d'occuper la rive mexicaine. Lorsqu'il demanda au Congrès de voter la déclaration de guerre, les affrontements avaient déjà commencé.

C'est donc à partir de 1846 que la question de la guerre, puis de l'annexion des territoires conquis, devint une pomme de discorde au sein de la vie politique américaine. Là aussi, les positions de certains conservateurs évoluèrent. La grande majorité des whigs se montraient hostiles à cette "guerre de conquête", essentiellement parce qu'ils y voyaient une sérieuse menace d'expansion de l'esclavage et le renforcement du pouvoir du Sud aux dépens du Nord. S'approprier les terres des Mexicains et des Indiens ne les intéressait guère, d'autant que cela risquait d'indisposer les Européens et donc de nuire au commerce, activité traditionnelle du Nord, et, au plan diplomatique, donnerait de la jeune nation une image agressive et désordonnée. Les plus virulents furent certainement John Quincy Adams qui, depuis l'épisode texan, était devenu férocement anti-expansionniste et déplorait "le pillage et le démembrement perfides du Mexique"[27], et Joshua Giddings, représentant de l'Ohio, furieux de voir la déclaration de guerre parée de l'habit vertueux de l'autodéfense, et menant croisade contre l'infamie sudiste, avec toute la condescendance des Nordistes bien-pensants :

> In the murder of Mexicans upon their own soil, or in robbing them of their country, I can take no part, either now or hereafter […].
> The Mexicans have remained at home […] ; they have

[27] Howe, *The Political Culture*, p. 68.

> not molested us or encroached upon our rights. It is true that their population is less intelligent than that of our free States ; and it is equally true, that they are more rapidly improving their condition than are those of our slave States […].
> This war is waged against an unoffending people, without just or adequate cause, for the purposes of conquest ; with the design to extend slavery ; in violation of the Constitution, against the dictates of justice, of humanity, the sentiments of the age in which we live, and the precepts of the religion we profess [28].

Dans un discours au Sénat, en mars 1847, Daniel Webster concourait

> We want no extension of territory, we want no accession of new states. The country is already large enough. I do not speak of any cession which may be made in the establishment of boundaries, or of the acquisition of a port or two on the Pacific, for the benefit of navigation and commerce. But I speak of large territories, obtained by conquest, to form states to be annexed to the Union, and I say I am opposed to such acquisition altogether. I am opposed to the prosecution of the war for any such purposes [29].

Discours ambigu, que l'on retrouve dans les *Résolutions* passées par les whigs du Massachusetts refusant que le "Mexican territory, however acquired, shall become a part of the American Union, unless on the unalterable condition that there shall be neither slavery nor involuntary servitude therein, otherwise than in the punishment of crime"[30]. Soulignons que Webster, fidèle à la tradition commerciale du Nord, œuvrait, dans le même temps, pour qu'Hawaii passe dans la sphère d'influence américaine…

Pourtant, une fois les hostilités commencées, la plupart des whigs acceptèrent de voter pour la guerre et son financement, d'autant que le général Taylor, à la tête des troupes, était un des leurs. Au nom de l'honneur national, ils n'auraient pas accepté la défaite de leur armée. Seuls avec douze autres whigs et deux sénateurs anti-esclavagistes, J. Q. Adams et J. Giddings s'y opposèrent fermement. D'autres, comme Abraham Lincoln, mirent en doute, *a posteriori*, l'intégrité

---

[28] Joshua Giddings, *Speeches in Congress*, Boston: Jewett, 1853, pp. 197, 199 et 201 (discours de décembre 1846).

[29] Charles M. Wiltse (ed.), *The Papers of Daniel Webster. Speeches and Formal Writings*, vol. 2, Hanover : University Press of New England, 1988, p. 441.

[30] Foner, *The Anti-imperialist Reader*, vol. 1, p. 13.

des arguments avancés par Polk dans la déclaration de guerre, ou bien, tel Henry Clay, firent en sorte de hâter la fin d'une guerre jugée "no war of defence, but one of unnecessary and of offensive aggression"[31].

Plus surprenante, l'hostilité des whigs du Sud, Waddy Thompson, Joel Poinsett, et Alexander H. Stephens, futur vice-président des États Confédérés, qui ne s'opposait pas à l'expansion — cela lui aurait été difficile en tant que Sudiste — mais à la manière agressive dont Polk avait mené l'affaire. Expansion, oui, mais négociée dans le calme et le respect qui sied à un peuple civilisé, et non cette guerre précipitée qui, selon lui, était autant synonyme de progrès que la Révolution française. Stephens s'opposa ensuite au traité de Guadalupe Hidalgo, puis à l'entrée de la Californie dans l'Union.

Il apparaît donc que, si pour des raisons diverses les whigs se montrèrent hostiles à la guerre contre le Mexique, sans pour autant s'opposer au *principe* d'expansion, ils soutinrent l'effort de guerre, tant bien que mal, ne pouvant s'empêcher de s'enorgueillir des victoires des généraux Taylor et Scott. Puisque guerre il y avait, autant tout faire pour en finir rapidement, et il est certain que la pression whig accéléra le processus de paix, "a Peace which everyone will be glad of, but no one will be proud of", exprimait le *National Intelligencer*[32]. C'est avec réticence qu'ils ratifièrent le traité de Guadalupe Hidalgo, en mars 1848, qui confirmait le rattachement du Texas, annexait la Californie et le vaste territoire du Nouveau Mexique, et accordait, selon les vœux des États-Unis, le Río Grande comme frontière entre les deux pays. L'anti-expansionnisme aigu — mais irrégulier — des whigs trouva une nouvelle fois ses limites dans l'élection du général Taylor à la présidence en 1848, et dans l'intégration à l'Union de la Californie, État libre, dès 1850. En bref, ils en vinrent à trouver quelque plaisir à l'expansion territoriale et profitèrent sans états d'âme des fruits d'une guerre qu'ils avaient abhorrée car elle était l'emblème des Démocrates, devenus champions de l'expansionnisme effréné et de la Destinée Manifeste.

Pourtant, les théories qui sous-tendent celle-ci peuvent paraître éminemment conservatrices. La mission civilisatrice, la supériorité de

---

[31] Henry Clay, *Papers, ed. by James F. Hopkins*, vol. 10, Lexington : University of Kentucky Press, 1959–1991, p. 364.

[32] Howe, *The Political Culture*, p. 95.

la race anglo-saxonne ne sont point des valeurs libérales et prévalent en Amérique depuis le début de la colonisation. Les grands planteurs du Sud, qu'on ne peut guère considérer comme révolutionnaires, ont parfaitement adhéré à cette théorisation de l'expansionnisme qui cadrait, d'une part, avec leurs vues raciales, et d'autre part, avec leurs intérêts économiques. Depuis la Révolution américaine, nombreuses ont été les envies, individuelles ou gouvernementales, d'absorber les territoires espagnols, puis mexicains. Ambiguïtés du conservatisme américain…

Le camp démocrate, pas plus que les whigs, n'échappa pas aux volte-face et au manque de cohérence. Au premier rang, J. C. Calhoun, pourtant favorable à l'annexion de Cuba et du Texas, et convaincu (en 1836) que "the tide of our population moving towards the West and Southwest will not stop till it reaches the pasifick [*sic*] and the isthmus"[33]. Au moment de la déclaration de guerre par un président démocrate, pourtant, il conseilla de surseoir. Pour Calhoun comme pour certains whigs, les quelques escarmouches le long du Río Grande ne légitimaient point une guerre périlleuse pour l'équilibre de la nation, guerre qui, en outre, créait un dangereux précédent d'extension abusive des droits présidentiels, tant Polk avait manœuvré pour mettre le Congrès devant le fait accompli. Tout comme d'autres, en Caroline du Sud, Calhoun s'inquiétait de l'incorporation de populations non-blanches, et, pour des motifs plus raciaux qu'éthiques, il s'opposa fermement à l'annexion de l'ensemble du Mexique. Il craignait par-dessus tout un conflit avec le Nord sur la question de l'esclavage. Si le traité de paix "should be silent on the subject of slavery in the ceded territory, the North will oppose it, and if it should prohibit slavery the South would, and in either event, there would not be a constitutional majority"[34].

Le débat sur la guerre, l'expansion, et l'incorporation de nouveaux territoires ne peut être dissocié de celui sur l'esclavage. Le *Wilmot Proviso*, proposé — mais rejeté — au moment de l'examen de la loi de financement de la guerre, en août 1846, puis représenté plusieurs

---

[33] *Papers of J. C. Calhoun*, vol. 13, pp. 247–248.

[34] Cité dans Ernest McPherson Lander, *Reluctant Imperialists : Calhoun, the South Carolinians, and the Mexican War*, Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1980. p. 62. Signalons toutefois que les allégeances politiques de Calhoun furent incertaines : tantôt Démocrate, tantôt proche des Whigs…

fois au Congrès, concrétisa les aspirations et les craintes des uns et des autres. En demandant qu'aucun territoire acquis aux dépens du Mexique ne fût ouvert à l'esclavage, il renforçait la position du Nord et obligeait certains Sudistes, comme Calhoun, à nuancer leur désir d'expansion.

Pour autant, ce débat ne peut se réduire à un affrontement Nord / Sud puisque, comme nous l'avons vu, un certain nombre de planteurs esclavagistes whigs émirent les mêmes réticences que les whigs du Nord et que certains Démocrates sudistes. À l'inverse, le *New Englander*, journal conservateur, initialement hostile à la guerre, se prit au jeu et, à partir de 1847, encourageait la nation à s'étendre à toute l'Amérique du Nord[35]. Remettant en cause la schématisation traditionnelle : Sud expansionniste, Nord conservateur et anti-expansionniste, John Douglas Pitts Fuller, dans son ouvrage *The Movement for the Acquisition of all Mexico* souligne que Polk obtint l'essentiel du soutien à son action de la part d'États libres, principalement New York et les États de l'Ouest, mus par des motivations économiques. Il note également qu'il y avait réellement une "conspiration esclavagiste" cherchant à empêcher l'absorption du Mexique et, au contraire, une "conspiration anti-esclavagiste" visant à faire main basse sur tout ce qui pourrait être arraché au Mexique[36].

Fin de siècle : l'expansionnisme à son apogée

L'explosion économique des États-Unis après la guerre de Sécession, la nouvelle unité du pays désormais libéré du problème lancinant de l'esclavagisme, ainsi qu'une irrépressible confiance dans leur destin les amena tout naturellement à étendre leur influence au-delà de leurs frontières, au-delà des mers. De l'expansionnisme qui visait à étendre les terres et les richesses du pays sur le continent, l'on passa à une forme plus agressive, se mêlant davantage des affaires politiques des voisins et tentant d'imposer, partout, la présence américaine. L'on brandit la doctrine de Monroe. Le contrôle des marchés étrangers devint indispensable à la santé économique du pays, et le meilleur moyen de s'assurer ce contrôle semblait, pour beaucoup, passer par

---

[35] John Douglas Pitts Fuller, *The Movement for the Acquisition of all Mexico, 1846–48*, Baltimore : Johns Hopkins Press, 1936, p. 26.

[36] *Ibid.*, p. 10.

l'annexion d'îles qui offriraient également de précieuses bases navales (Hawaii, les Philippines, Porto Rico, Cuba). Rien ne semblait pouvoir arrêter la jeune puissance.

Pour autant, il n'y avait guère plus d'unité sur la question qu'à l'époque de la guerre du Mexique. Le débat sur le bienfondé de l'expansionnisme outre-mer, sur le sens de la mission américaine, sur les avantages et les inconvénients des colonies, avait en fait commencé, plusieurs décennies auparavant, à propos de Cuba, et fut réactivé par Johnson puis Grant, président républicain, du Nord, héritier de la tradition whig. Conformément aux principes "scientifiques" énoncés par J. Q. Adams, Andrew Johnson pensait que, naturellement, les Caraïbes rejoindraient l'Union tôt ou tard : "I agree with our early statesmen that the West Indies naturally gravitate to, and may be expected ultimately to be absorbed by, the continental States, including our own"[37]. Quant à Grant, au nom du principe tout aussi traditionnel de l'inégalité des peuples et des races, il pensait que Saint-Domingue viendrait elle aussi vers les États-Unis car ses habitants "are not capable of maintaining themselves" et "yearn [for] the protection of our free institutions and laws"[38]. Nul besoin de la conquérir. Néanmoins, Grant, fidèle à sa réputation de général victorieux, préféra, pour s'assurer le soutien d'un gouvernement dominicain affaibli et pour sauver le traité d'annexion signé en 1869 par son émissaire, envoyer une escadre dans les eaux dominicaines. C'était la première fois que les États-Unis tentaient de façon aussi ostentatoire d'annexer une île. Ne bénéficiant que d'un soutien minoritaire au Congrès, le traité fut rejeté par le Sénat en 1870, et Saint-Domingue sauvegarda son indépendance.

Jamais les États-Unis n'avaient été aussi proches de devenir une puissance coloniale. Le pas fut franchi avec l'annexion d'Hawaii, puis l'acquisition des Philippines et de Porto Rico, à l'issue de la guerre contre l'Espagne, en 1898. Chaque fois, sous un gouvernement républicain. Les héritiers des whigs, depuis la victoire sur le Mexique, étaient devenus peu à peu les chantres de l'expansionnisme.

---

[37] James D. Richardson, *Messages and Papers of the Presidents*. vol. VI, New York : Bureau of National Literature, 1897–1922. p. 580.

[38] Richardson, *Messagers and Papers*, vol. VII, p. 61.

Le débat sur ce dernier, en passe de devenir impérialisme [39], prit toute son ampleur à la fin du siècle, divisant à nouveau les grandes figures conservatrices du pays, car ici, plus encore que dans les années 1840, la position des Américains ne répondait nullement à des critères stricts de classe sociale, géographie, parti ou *lobby*. Même l'élite économique n'était point unanime.

En fait, après 1865, en plein règne du darwinisme social, le sens du traditionalisme s'effritait. Il apparaît encore plus difficile qu'auparavant de déterminer quels étaient les conservateurs purs et durs. La communauté d'affaires et le parti républicain ? Dans la mesure seulement où ils prônaient la liberté d'entreprise et le capitalisme. Les patriciens et les petits fermiers du Sud qui, face à une évolution qui les dépassait, tentaient désespérément de s'accrocher aux "valeurs traditionnelles" de l'Amérique, à l'agrarianisme de Jefferson, au refus obstiné du progrès et aux changements démographiques générés par une immigration galopante ? Conservatisme bien partiel et partial, qui nie la tradition d'expansion et de porte ouverte. Ainsi, ceux qui, à cette époque, peuvent être classés comme conservateurs, répondent en fait à des théories, idéologies, concepts différents, voire contradictoires.

Parmi eux, les plus ardents expansionnistes furent sans conteste Orville H. Platt (Connecticut), Henry Cabot Lodge (Massachussetts), Albert J. Beveridge (Indiana), sénateurs, et bien sûr, Theodore Roosevelt (New York). D'abord réticent, Platt, auteur de l'amendement qui devait, de 1901 à 1933, assujettir Cuba à Washington, s'attacha ensuite à montrer que la Constitution ne limitait en rien le pouvoir du Congrès d'acquérir des îles, et, après avoir voté pour l'annexion d'Hawaii, il fit campagne pour celle des Philippines. L'un des plus célèbres patriciens de Nouvelle Angleterre, Cabot Lodge mit davantage de fougue encore à défendre l'impérialisme, invoquant cette destinée qui attribuait aux États-Unis un rôle de puissance mondiale et la mission de répandre la civilisation jusque dans les coins les plus reculés de la planète, au nom de "l'honneur de la nation", et de la "progression de la race". Pour ce faire, il ne fallait pas lésiner sur les moyens : le pays devait obtenir,

---

[39] Le terme "impérialisme" contient une notion de coercition, d'autorité imposée à des peuples étrangers, notion absente de l'"expansionnisme", plus axé sur l'expansion territoriale.

d'une façon ou d'une autre, y compris par l'annexion, des bases navales, des stations de ravitaillement pour ses navires, un canal transocéanique au Nicaragua. Cabot Lodge se prononça nettement en faveur de la guerre contre l'Espagne, en 1898, mais fit marche arrière quant à l'annexion de Cuba, après avoir assuré, en 1895 et 1896 que "the island of Cuba, still sparsely settled and of almost unbounded fertility, will become to us a necessity. Commerce follows the flag"[40], et rassuré ainsi le peuple américain : "We remember that, although there are many negroes and mulattoes in Cuba, the whites are whites of pure race and not mixed with Indian blood as on the continent"[41]. Convoitant le Canada, il excluait toutefois toute nouvelle annexion d'un territoire latino-américain. Au nom de la sauvegarde de la race anglo-saxonne, "We desire no extension to the South, for neither the population nor the lands of Central or South America would be desirable additions to the United States. But from the Rio Grande to the Arctic Ocean there should be but one flag and one country"[42].

Plus marginal, Beveridge fut en fait l'un des premiers républicains progressistes, mais ses idéaux sociaux ne l'empêchèrent nullement de devenir le champion de l'expansionnisme économique, prônant l'annexion — ou, à défaut, l'établissement d'un protectorat — d'îles, mais aussi du Canada et du Mexique qui, dans la plus pure tradition mercantiliste, fourniraient matières premières et constitueraient des marchés tout acquis pour les produits manufacturés américains. Adoptée par le Congrès, la Résolution Teller, qui excluait toute tentative d'annexion de Cuba par les États-Unis, n'entama en rien son bel enthousiasme et sa foi inébranlable dans le destin impérialiste de son pays : "It may be that *we* will not annex the Philippines, Hawaii and Cuba : but *events* will annex them"[43].

Expansionniste tonitruant, Theodore Roosevelt marqua profondément de son empreinte le tournant du siècle. Secrétaire adjoint à la Marine pendant la guerre contre l'Espagne, puis gouverneur de New York,

---

[40] Henry Cabot Lodge, "Our Blundering Foreign Policy", *The Forum*. vol. 19, 1895, p. 17.

[41] Henry Cabot Lodge, "Our Duty to Cuba", *The Forum*, vol. 21, 1896, p. 287.

[42] "Our Blundering Foreign Policy", p. 16.

[43] Beveridge à George W. Perkins, 7 mai 1898, cité dans John Braemen, *Albert Beveridge, American Nationalist*, Chicago : University of Chicago Press, 1971, p. 24.

puis brièvement vice-président, et enfin président de 1901 à 1908, il se fit le champion de la doctrine de Monroe et incarne, plus que tout autre, l'Amérique triomphante (après la débâcle de l'Espagne), sûre d'elle, de ses institutions, et de sa supériorité sur le reste du continent. Impatient d'en découdre avec les tortionnaires espagnols et de les bouter hors de la sphère américaine, Roosevelt s'agaçait des tergiversations du Président McKinley. La guerre déclarée, il y mit toute sa fougue et, quelques mois plus tard, accepta avec enthousiasme les nouvelles responsabilités coloniales des États-Unis, après l'annexion de Porto Rico et des Philippines :

> We cannot avoid the responsibilities that confront us in Hawaii, Cuba, Porto Rico, and the Philippines. […] The work must be done ; we cannot escape our responsibility ; and if we are worth our salt, we shall be glad of the chance to do the work — glad of the chance to show ourselves equal to one of the great tasks set (for, by, to) modern civilization [44].

Certes, c'était là une aventure nouvelle pour le pays, mais il était de son devoir de nation civilisée d'aider les races inférieures, les pays chaotiques, et de leur apporter une civilisation dont, nul doute, ils rêvaient. Mission morale, tellement en adéquation avec le "destin" du pays que même la plupart des Démocrates du Nord acceptèrent sans mot dire l'annexion de Porto Rico. La quasi-mise en esclavage des colonies était une tare européenne ; en nation éclairée, les États-Unis, après avoir "civilisé" leur territoire, se devaient désormais d'apporter leur savoir faire outremer [45]. En mettant l'accent sur cet aspect positif et messianique, Roosevelt espérait contrer les conservateurs anti-impérialistes. Tout était en fait fonction du choix des mots et de la façon de regarder une même réalité.

Face aux expansionnistes, d'autres figures de proue du conservatisme s'opposaient avec virulence aux dérives impérialistes de la nation : Andrew Carnegie, l'influent homme de presse E. L. Godkin, William Graham Sumner. Ambigu, Carnegie se prononça en faveur de la guerre hispano-américaine, et ce en totale contradiction avec ses engagements précédents en faveur de la paix. Comme beaucoup, il

---

[44] Theodore Roosevelt, "The Strenuous Life" dans Thomas G. Paterson (ed.), *Major Problems in American Foreign Relations*, vol. I, Lexington, Massachusetts : Heath, 1995, pp. 500–501.

[45] Voir Serge Ricard, *Theodore Roosevelt*, pp. 222–233.

crut dans les idéaux de ce qu'il appela "a splendid little war", mais condamna fermement le traité de paix, l'annexion des Philippines, de Porto Rico et l'entrée des États-Unis dans le club impérialiste. Seule l'annexion de Hawaii trouvait grâce à ses yeux car la population locale avait été consultée, mais il espérait que ce serait là la dernière des acquisitions américaines outre-mer.

Pour ces hommes, la densité et le type de population faisait toute la différence entre les territoires précédemment acquis et les îles désormais convoitées, toutes peuplées de races non anglo-saxonnes, "barbares et semi-barbares"[46]. Ils voyaient en outre dans l'acte d'annexion une grave trahison des principes fondateurs de l'Union. Si la conquête de la Floride et de la Louisiane avait semblé "inévitable", étant donné l'incapacité de l'Espagne à assurer la sécurité de ses frontières[47], si celle du Texas et des territoires du nord du Mexique pouvait s'expliquer par le besoin d'expansion économique et le chaos régnant au Mexique[48], mais avait eu un coût énorme en amenant la Sécession, l'annexion de Cuba ou d'autres îles, en cette fin de siècle, mettait en péril l'équilibre établi par les Pères Fondateurs et ne pouvait mener qu'à l'inévitable déclin que toutes les puissances impérialistes passées avaient connu. Selon W. G. Sumner :

> The fathers of this Republic created a peculiar form of confederated state formed of democratic republics. They meant to secure us a chance to live in peace, happiness, and prosperity, free from the social burdens which had cursed the civilized nations of the Old World. […] But if we are to have what the fathers of the republic planned for us, we must submit to the limitations which are inevitable in the plan ; and one of them is that we can never have an imperial policy and can hold no subject dependencies. There is no place for them in the system, and the attempt to hold and administer them would produce corruption which would react on our system and destroy it[49].

---

[46] W. G. Sumner, "The Conquest of the United States by Spain", dans *On Liberty, Society, and Politics. The Essential Essays of W. G. Sumner*, éd. par R. C. Bannister , Indianapolis : Liberty Fund, 1992, p. 293.

[47] W. G. Sumner, "Earth Hunger" dans *Essays of W. G. Sumner*, éd. par Albert G. Keller, New Haven : Yale University Press, 1934, p. 196.

[48] *Ibid.*, pp. 190 et 200.

[49] *Essays of W. G. Sumner*, p. 199.

En d'autres termes, étranger aux valeurs américaines, l'impérialisme, concept européen, donc vicié, mènerait le pays à sa perte aussi sûrement qu'il y avait mené l'Espagne[50], comparaison hardie et quelque peu angoissante à l'époque.

Plus fidèle à Washington qu'à Monroe, dont il souhaitait "répudier" la doctrine[51], W. G. Sumner pensait, en 1896, que les États-Unis gagneraient bien davantage du libre commerce avec ces îles que de leur annexion. Mais du fait de l'inégalité des peuples et des races, au nom de leur mission civilisatrice et du "fardeau de l'homme blanc", les États-Unis n'auraient peut-être guère le choix et feraient leur devoir, conscients toutefois que "colonization and territorial extension are burdens, not gains"[52]. Et de démontrer que le système colonial, qui pouvait fonctionner pour la Grande Bretagne en raison de sa tradition aristocratique et impérialiste, était totalement étranger à la tradition américaine — les colonies ne s'étaient-elles pas soulevées contre le joug impérialiste en 1776 ? — et, partant, ne saurait être bénéfique à la nation[53].

Au nom de la tradition, de la race anglo-saxonne, des idéaux des Pères Fondateurs, et de la supériorité des institutions américaines sur le modèle espagnol, les États-Unis devaient à tout prix se retenir de sombrer dans des dérives impérialistes. Curieusement, les conservateurs expansionnistes s'appuyaient sur les mêmes principes, mais insistaient davantage sur la tradition messianique et civilisatrice des États-Unis pour encourager l'élan impérialiste, alors que W. G. Sumner, Carnegie, mais aussi le syndicaliste Samuel Gompers ou le Président Grover Cleveland, Démocrate "conservateur", voyaient dans l'impérialisme une dangereuse européanisation du pays, une trahison des idéaux de 1776, bref, une trahison de la tradition américaine. Tous, cependant, s'accordaient à reconnaître la nécessité d'étendre la puissance économique du pays, mais divergeaient sur les moyens — libre-échange ? Annexion ? Protectorat ? Tous

---

[50] "The Conquest of the United States by Spain", p. 272.

[51] "Earth Hunger", p. 202.

[52] W. G. Sumner, "The Fallacy of Territorial Extension" dans R. C. Bannister, *On Liberty, Society and Politics,* p. 270.

[53] "The Conquest of the United States by Spain", p. 284. "It is fundamentally antagonistic to our domestic system to hold dependencies which are unfit to enter into the Union". *Ibid.,* p. 286.

partageaient cette vision raciste, ethnocentrique et condescendante des peuples non-européens. Héritage des Puritains, “élus” de Dieu ? Ou bien simple version américaine de théories fort en vogue au dix-neuvième siècle, dont Britanniques et Français se firent les apôtres sur d’autres continents ?

L’expansionnisme apparaît bel et bien comme une constante de l’histoire américaine, et non comme un phénomène limité dans le temps. Il peut revêtir des formes multiples : territorial d’abord, économique toujours, et enfin, au vingtième siècle, militaire, diplomatique et culturel. Ratifié par la plupart des courants politiques, on peut le considérer comme une tradition fondamentalement américaine. Les anti-expansionnistes n’ont pu que ralentir cet élan, mais n’ont jamais été assez forts pour l’empêcher, car si l’on conclut que l’expansionnisme est inhérent à la culture américaine, dans quelle mesure peut-on penser l’arrêter un jour ?

Reste à déterminer s’il fut la marque d’un conservatisme latent, d’une fidélité à la tradition, ou bien porteur de progrès, de changement, de mutations, auquel cas il serait l’antithèse du conservatisme. Il semble que, autre contradiction américaine, il soit les deux tout à la fois, ce qui explique les réticences de certains conservateurs qui préféraient s’accrocher au *statu quo* pour éviter une métamorphose dévastatrice selon eux. L’on a vu que le “Discours d’Adieu” de Washington portait en germe un principe d’isolationnisme, de maintien de ce qui existe et d’un (relatif) repli sur soi. Expansionnisme et anti-expansionnisme participent tous deux de la tradition américaine et sont deux faces d’une même culture, d’où, à travers les siècles, les incessantes contradictions de la politique étrangère des États-Unis et des hommes que l’Histoire a classés comme “conservateurs”.

Tous, pour ou contre l’expansion territoriale, convaincus de la supériorité de la race anglo-saxonne, si chère à Théodore Roosevelt, étaient mus par les mêmes théories raciales qui les conduisaient cependant à des conclusions radicalement opposées. Au-delà d’un siècle où le racisme faisait loi (l’égalité des races est un propos très moderne), ne peut-on penser, plus généralement, que les théories, ou du moins les réactions racistes font partie intégrante de la tradition, de la culture américaine, de même que leur opposé, la tolérance ? N’est-ce pas là une expression du “conservatisme” américain ? Mais, et nous en revenons à notre interrogation première, que signifie

“conservatisme” dans un pays bâti sur des valeurs contradictoires, qui, toutes, pourtant, participent pleinement de la tradition américaine ? Concernant les États-Unis, le terme de “tradition” ne serait-il pas plus approprié que celui de “conservatisme”, trop dogmatique et dépourvu de support historique ?